

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 25 Novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Eole MAXENT SARL

La Lande de Maxent
35380 Maxent

Références : UD35/2025-440
Code AIOT : 0005517790

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement Eole MAXENT SARL implanté AEROWATT - MAXENT 35380 Maxent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée et a permis de simuler un incident sur l'une des éoliennes du parc afin d'apprécier les dispositions de mise en sécurité prévues par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Eole MAXENT SARL
- AEROWATT - MAXENT 35380 Maxent
- Code AIOT : 0005517790
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de trois éoliennes d'une puissance totale de 6 MW : il a été mis en service en 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
4	Balisage des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
5	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu une surveillance accrue des abords du site afin d'éviter que des dépôts sauvages de déchets ne viennent les encombrer (évacuation des déchets au pied de l'éolienne n° 1) ou que la végétation empêche de voir les panneaux d'information situés au pied des aérogénérateurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les trois éoliennes disposent d'une voie d'accès (chemin agricole). Au pied de l'éolienne n° 1, sur la plateforme, des déchets issus du bâtiment sont entreposés et en gênent l'accès.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande que les abords (plateforme de l'éolienne n° 1) soient correctement entretenus afin d'en permettre un accès aisé, tant pour l'entretien que pour les secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.
Constats : Les éoliennes étaient toutes fermées à clé le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les trois éoliennes sont identifiées par un numéro figurant sur leur mât de manière lisible. Chacune possède un panneau sur le chemin y accédant. Les consignes de mise en garde / interdictions y figurent. Le panneau situé à proximité de l'éolienne n° 3 est cependant difficilement lisible, car masqué par la végétation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande que l'entretien de la végétation autour de l'éolienne n° 3 soit réalisé afin que le panneau de consignes soit clairement visible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Balisage des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Balisage des éoliennes
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Le balisage des trois éoliennes était fonctionnel le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : Au pied des éoliennes sur le panneau situé à l'entrée du chemin, il est mentionné un numéro d'urgence qui a été contacté le jour de la visite. Un exercice a ainsi été réalisé : il a consisté à appeler l'exploitant pour lui signaler un début d'incendie au pied de l'éolienne n° 3 (en précisant bien qu'il s'agissait un exercice) et en lui demandant quelles étaient les dispositions prévues dans ce cas. L'interlocuteur a répondu rapidement et a précisé les directives à suivre en cas de survenue d'un tel incident (dont l'arrêt de l'éolienne). L'arrêt de l'éolienne a été effectif au bout de quelques minutes. L'exercice a été jugé concluant.
Type de suites proposées : Sans suite